



Oui, on peut faire autrement ! Le Président de la République et son gouvernement ont fait un choix politique qui, une fois de plus, arrange les riches et accable les pauvres. C'est leur choix. Contrairement à ce qu'ils ont dit, ou ce que raconte partout dans le monde le FMI, on peut faire autrement.

Le financement des retraites peut être assuré en garantissant un départ à 60 ans sans augmenter les annuités de cotisations.

Dans le 5ème pays le plus riche du monde, qui augmenté de 80% ses richesses produites en moins de 20 ans, c'est tout à fait réalisable. Au Parti de Gauche, nous ne nous sommes pas contentés de le dire : caleulette à la main, nous l'avons prouvé. Plusieurs pistes de financement sont possibles.

En premier lieu, il s'agit de rendre au Travail ce que le Capital lui a volé. Dans la répartition des richesses produites, 8 points sont passés de la poche de ceux qui travaillent à ceux qui possèdent. En revenir aux bases de 1981 reviendrait à trouver d'emblée 170 milliards d'euros chaque année. Pour les seules retraites, ce sont 11 milliards de recettes de plus par an. En ajoutant les stock-options et les revenus de l'épargne qui aujourd'hui échappent aux cotisations sociales, et donc on financement des retraites, cela ajouterait 5 milliards d'euros. Vous voulez 7 milliards de plus ? Il suffit alors de "déplafonner" les cotisations patronales sur les hauts salaires. On le voit, les solutions existent.

Rien n'est donc terminé. Nous ne pouvons laisser l'amertume gagner les trois-quarts des Français à la suite de ce passage en force organisé par le gouvernement sur le projet de loi sur les retraites. Les millions de personnes dans la rue, les sondages ultra-défavorables, l'unité syndicale, les pertes de salaires lors des jours de grève n'auraient servis à rien ? Ce n'est pas notre avis. Avec d'autres, nous appelons à ce qu'un référendum soit organisé autour de cette question. Nicolas Sarkozy le déclarait lui-même lors de la campagne électorale présidentielle, il ne toucherait pas à la retraite à 60 ans, n'ayant pas mandat pour cela. Pourtant, il l'a fait. Cette décision illégitime doit être contrecarrée. Le Gouvernement avait souhaité mettre en place un référendum d'initiative populaire dans la Constitution. Bizarrement, ça na jamais été promulgué...

C'est pourquoi je vous appelle à signer l'appel pour un référendum sur les retraites. Tous les arguments sont également dans le tract que je mets à votre disposition dans la rubrique "Militons !" de ce blog.

Signez et faites signer l'appel sur <http://www.referendumretraites.org> !